



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET DU MORBIHAN

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A
L'ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
DE BIENS IMMOBILIERS SITUES SUR LA COMMUNE D'AMBON**

LE PREFET DU MORBIHAN
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27 ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2010 relatif à l'approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin versant du St Eloi ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 septembre 2010 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune d'Ambon ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer :

ARRETE

Article 1

Le présent arrêté remplace l'arrêté du 8 septembre 2010 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune d'Ambon.

Article 2

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Ambon sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et technologiques pris en compte dont le niveau de sismicité (annexe 1),
- les fiches explicatives et la cartographie des zones exposées(annexes 2 et 3).

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture. Le dossier d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 3

Ces informations sont mises à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L 125-5 du code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté et le dossier d'informations sont adressés à la chambre départementale des notaires et au syndicat national des professionnels de l'immobilier. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 5

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Vannes, le - 8 AVR. 2011

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet

MARIE BOUILLAND-BOYER

Information sur les Risques Majeurs



Le Préfet du Morbihan

Commune d'AMBON

Information sur les risques naturels et technologiques majeurs

Pour l'application des I, II et III de l'article L125-5 du Code de l'Environnement

1. Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 8 avril 2011

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn oui non

PPRi du Bassin versant du St Eloi – approbation

Date : 14 juin 2010

Aléa : inondation

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques [PPRt]

La commune est située dans le périmètre d'un PPRt oui non

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R563-4 ET R125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et n° 2010-1255

Forte Moyenne Modérée Faible Très faible

La commune est située dans une zone de sismicité : Zone 5 Zone 4 Zone 3 Zone 2 Zone 1

5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles ou technologiques

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « ma commune face aux risques » et dans l'annexe n° 2 de l'arrêté relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs du 8 avril 2011 .

➔ L'ensemble des pièces est consultable sur internet : <http://www.morbihan.gouv.fr>

Information sur les Risques Majeurs



Le Préfet du Morbihan

Information des acquéreurs et des locataires

risques sismiques

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral en date du **8 AVR. 2011**

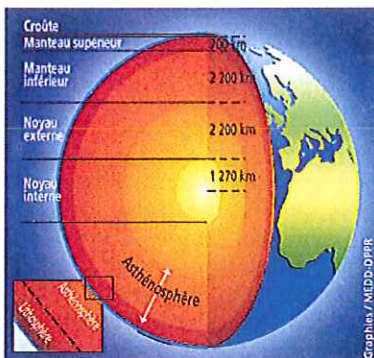
Objectif de cette fiche de synthèse : caractéristiques du risque sismique dans le département du Morbihan
(Zone de sismicité faible – zone 2)

GENERALITES

QU'EST-CE QU'UN SEISME ?

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long de failles en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

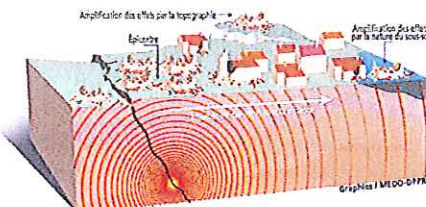
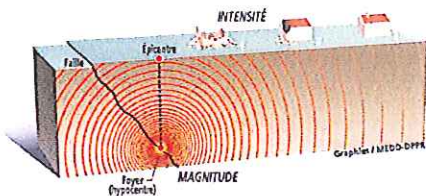
Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie stockée permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille.

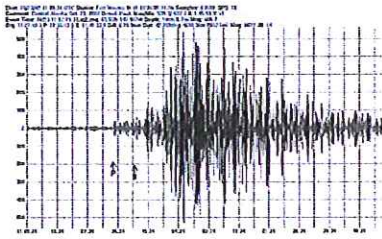


COMMENT SE MANIFESTE-T-IL ?

Un séisme est caractérisé par :

- **Son foyer** (ou hypocentre) : c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.
- **Son épïcentre** : point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer.
- **Sa magnitude** : intrinsèque à un séisme, elle traduit l'énergie libérée par le séisme. La plus connue est celle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.
- **Son intensité** : qui mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective par des instruments, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu (dommages aux bâtiments notamment). On utilise habituellement l'échelle EMS98, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas,





contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise (zone urbaine, désertique...). D'autre part, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent amplifier les mouvements sismiques du sol (effets de site), donc générer plus de dommages et ainsi augmenter l'intensité localement. Sans effets de site, l'intensité d'un séisme est habituellement maximale à l'épicentre et décroît quand on s'en éloigne.

- **La fréquence et la durée des vibrations** : ces 2 paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface.
- **La faille activée** (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes importants tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée (tsunamis : vague pouvant se propager à travers un océan entier et frapper des côtes situées à des milliers de kilomètres de l'épicentre de manière meurtrière et dévastatrice).

LES CONSEQUENCES SUR LES PERSONNES ET LES BIENS

D'une manière générale les séismes peuvent avoir des conséquences sur la vie humaine, l'économie et l'environnement.



- **Les conséquences sur l'homme** : le séisme est le risque naturel majeur le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets, effondrements de bâtiments) que par les phénomènes qu'il peut engendrer (mouvements de terrain, raz-de-marée, etc.). De plus, outre les victimes possibles, un très grand nombre de personnes peuvent se retrouver blessées, déplacées ou sans abri.

- **Les conséquences économiques** : si les impacts sociaux, psychologiques et politiques d'une possible catastrophe sismique en France sont difficiles à mesurer, les enjeux économiques, locaux et nationaux peuvent, en revanche, être appréhendés. Un séisme et ses éventuels phénomènes annexes peuvent engendrer la destruction, la détérioration ou l'endommagement des habitations, des usines, des ouvrages (ponts, routes, voies ferrées, etc.), ainsi que la rupture des conduites de gaz qui peut provoquer des incendies ou des explosions. Ce phénomène est la plus grave des conséquences indirectes d'un séisme.

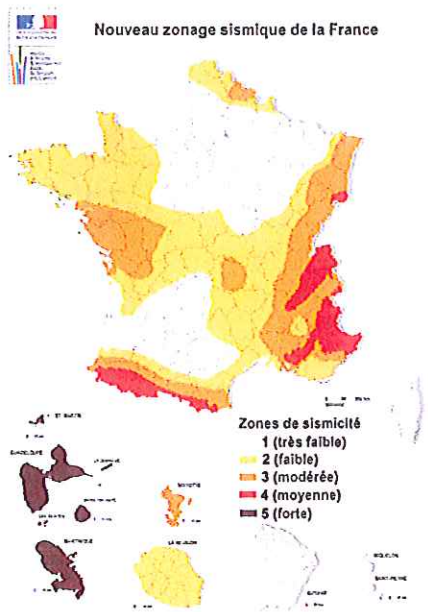


- **Les conséquences environnementales** : un séisme peut se traduire en surface par des modifications du paysage, généralement modérées mais qui peuvent dans les cas extrêmes occasionner un changement total de paysage.

LE RISQUE SISMIQUE DANS LES COMMUNES DU MORBIHAN

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste).

Un zonage sismique de la France selon cinq zones a ainsi été élaboré (article D563-8-1 du code de l'environnement). Ce classement est réalisé à l'échelle de la commune.



- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

D'un point de vue historique, les séismes dont l'épicentre était situé dans le Morbihan, n'ont jamais dépassé une intensité épicentrale de 7 (le 9 janvier 1930 à Meucon) sur une échelle de 1 à 12.

Les principaux séismes ayant concerné le département sont :

- le 9 janvier 1930 : landes de Lanvaux (Meucon) , intensité épicentrale de 7 ;
- le 30 septembre 2002 : Hennebont, Inzinzac-Lochrist , intensité épicentrale de 5,5. Ce séisme a fait l'objet de reconnaissance de catastrophe naturelle pour les communes d' Hennebont, et Inzinzac-Lochrist ;
- le 18 juillet 2004 : île de Groix, intensité épicentrale de 4.

L'ensemble des communes du Morbihan est classé en zone de sismicité faible (zone 2).

Dans les zones de sismicité faible (zone 2), les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour en savoir plus, consultez :

- les documents de référence : DDRM,
- les sites Internet :

→ Préfecture du Morbihan :

<http://www.morbihan.pref.gouv.fr>

→ Les risques majeurs

<http://prim.net>

→ Le risque sismique :

<http://www.risquesmajeurs.fr/le-risque-sismique>

→ Ma commune face au risque :

<http://macommune.prim.net>

→ Plan séisme :

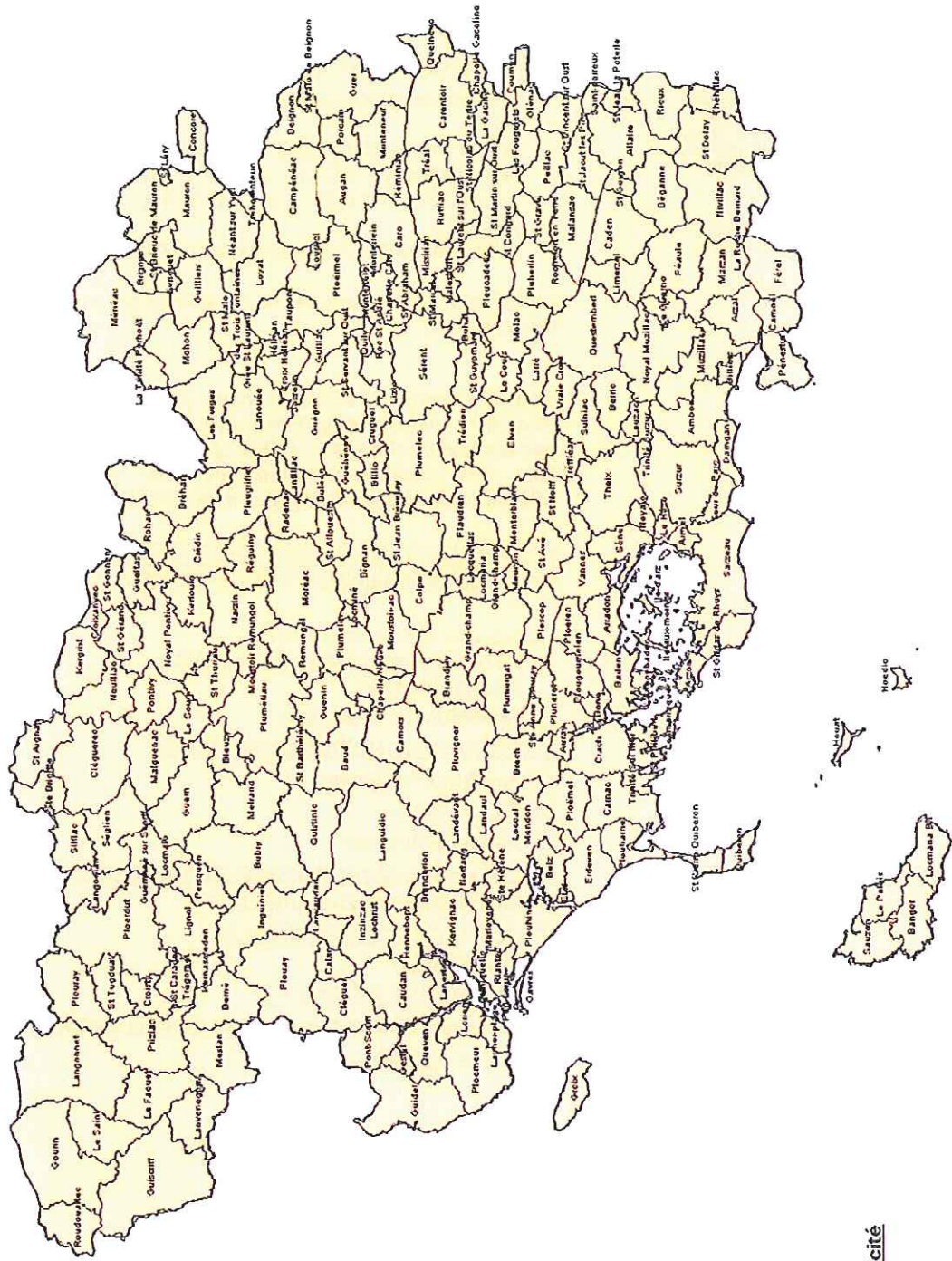
<http://www.planseisme.fr>

→ Le Bureau Central Sismologique français (BCSF) :

<http://www.franceseisme.fr>

Département du Morbihan

Communes soumises au risque sismique



Zone de sismicité

Aléa faible



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Morbihan

Information des acquéreurs et des locataires Risque inondation

Annexe 3 de l'arrêté préfectoral du..... - 8 AVR. 2011

Objectif de cette fiche de synthèse : caractéristiques du risque inondation (localisation et intensité)

1. le phénomène d'inondation sur le bassin versant du Saint-Eloi

1.1. définition générale

- Une **inondation** est une submersion plus ou moins rapide d'une zone habituellement hors d'eau.

Une crue correspond à l'augmentation du débit de la rivière et de son champ d'expansion.

L'importance d'une inondation dépend de trois paramètres : la hauteur d'eau, la vitesse du courant, la durée de la crue.

- Le **bassin versant** d'un cours d'eau est son aire géographique d'alimentation en eau. Son exutoire représente le point le plus en aval du réseau hydrographique par lequel passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin versant.

1.2. caractéristiques des inondations et des crues du bassin versant du Saint Eloi

Les crues du bassin versant du Saint-Eloi sont générées principalement par les longs événements pluviaux hivernaux qui saturent complètement les sols du bassin versant. Il y a alors débordement du cours d'eau de son lit mineur dans son lit majeur.

Il s'agit de **crues lentes de plaine**.

Les vitesses de montée des eaux sont relativement faibles comparées à celles des crues torrentielles (environ 24 heures). Dans ces conditions, l'annonce de crue est donc généralement possible, permettant d'avertir et de déplacer les populations et les biens menacés.

2. caractérisation du risques inondation sur la zone concernée par le PPRi du bassin versant du Saint-Eloi

2.1. définitions générales

- le **risque majeur** est caractérisé par des pertes probables en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel. Il résulte du croisement d'un aléa et d'enjeux forts.

- l'**aléa** est un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données. Pour l'aléa inondation, il convient d'étudier et de cartographier les hauteurs de submersion, les vitesses d'écoulement et les durées de submersion pour une période de retour minimum de cent ans (période de retour supérieure aux plus hautes eaux connues pour le bassin versant du St-Eloi).

- les **enjeux** représentent les personnes, biens, activités, moyens, patrimoine, etc. susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel (ex : zone urbanisée).

- la **vulnérabilité**, au sens le plus large, exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel sur les enjeux. Un règlement spécifique est appliqué en matière d'application des droits des sols selon le niveau de vulnérabilité.

2.2. caractérisation de l'aléa – bassin versant du Saint-Eloi ⇒ voir extraits cartographiques joints

- de la source à la digue de Pen Mur (zones rurales), la zone inondable est déterminée par méthode hydrogéomorphologique. La zone inondable correspond au lit majeur du cours d'eau,

- de la digue de Pen Mur à l'exutoire (zones urbaines), l'aléa est déterminé par calcul de la hauteur d'eau pour une crue de retour 100 ans, les plus hautes eaux connues étant inférieures à cette crue de référence. L'aléa, calculé par modélisation, est scindé en 3 intervalles :

- aléa faible pour $H < 50$ cm,
- aléa moyen pour $50 \text{ cm} < H < 1$ m,
- aléa fort pour $H > 1$ m.

2.3 caractérisation de la vulnérabilité

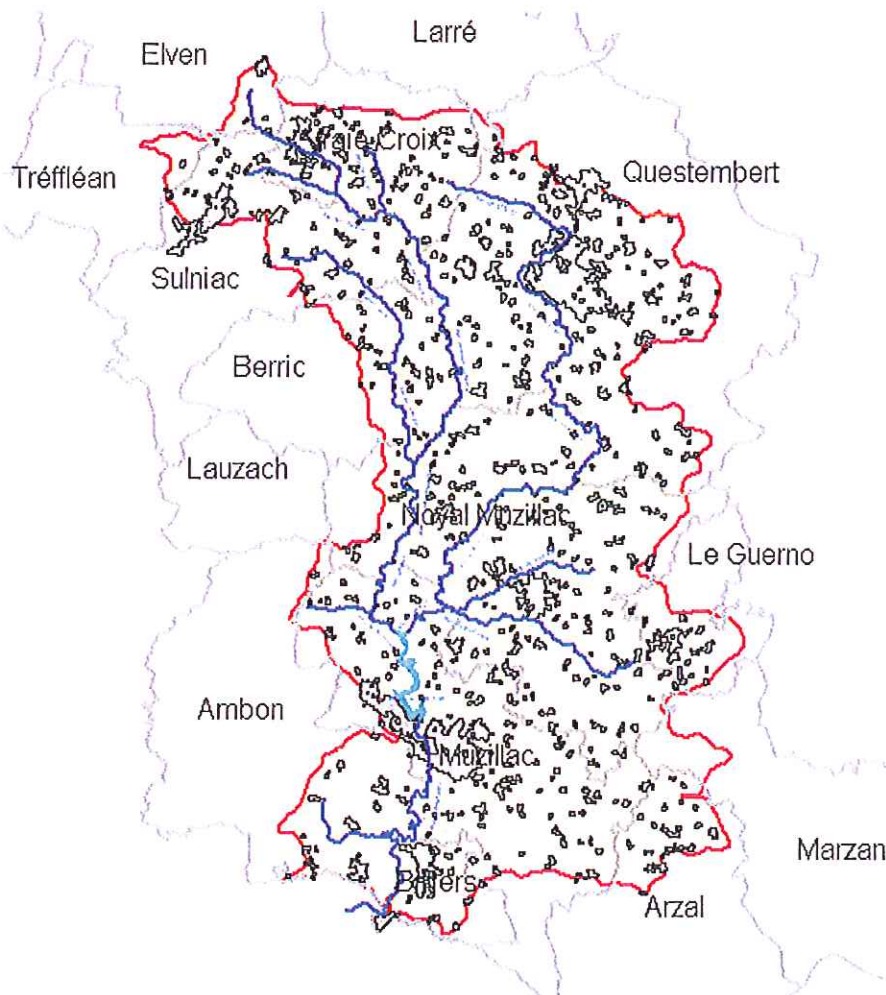
Elle correspond au croisement de l'aléa et des enjeux. Elle est caractérisée par 3 niveaux d'intensité :

- **faible vulnérabilité** : secteurs où les biens et activités exposés au risque inondation peuvent globalement, sans dommages notables, s'accommoder de submersions sur des durées de quelques jours à quelques semaines sans qu'il en résulte un préjudice notable tant pour la pérennité de ces biens que pour le maintien et la poursuite des activités. Généralement les terrains à dominante agricole sont répertoriés dans cette catégorie. Elle regroupe également des zones à préserver de toute urbanisation pour ne pas augmenter le risque (zone naturelle d'expansion des crues),
- **moyenne vulnérabilité** : secteurs où les biens et activités, exposés au risque d'inondation, peuvent subir des dommages appréciables mais ne remettant pas en cause leur pérennité ni leur intégrité. On y classe les secteurs habités peu denses, parfois localisés en périphérie des secteurs urbains. Il s'agit des secteurs à dominante rurale comportant un ou plusieurs hameaux.
- **forte vulnérabilité** : secteurs où les biens et activités exposés au risque d'inondation peuvent subir d'importants dommages nécessitant des travaux de réparation lourds (bâtiments, infrastructures,...) et où l'ampleur des dommages est susceptible d'affecter notablement la valeur des biens et la poursuite des activités. Sont également concernées les zones où l'impact des inondations sur la sécurité des personnes est prévisible. Les zones à forte vulnérabilité sont composées essentiellement des secteurs urbains et périurbains, ainsi que des secteurs inaccessibles en crue, accueillant des personnes.

3. le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi)

3.1. définition générale

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP ou PPR) est un outil réglementaire visant à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. Il est élaboré et mis en application par l'État sous l'autorité du Préfet de département (L.562-1 à L.562-8 du Code de l'Environnement). Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique et est annexé au POS ou PLU conformément à l'article L 126.1 du Code de l'Urbanisme.



3.2. le PPRi du bassin versant du Saint-Eloi

L'élaboration du PPRi du bassin versant du Saint Eloi fait l'objet d'une large concertation. Un comité de pilotage a été constitué. Il regroupe tous les acteurs concernés notamment les collectivités, les associations de riverains et les services de l'Etat. Les travaux réalisés s'appuient sur un plan de concertation.

Les différentes étapes d'élaboration sont les suivantes :

- études préliminaires : détermination de la courbe enveloppe inondable (présentation en mai 2008),
- arrêté préfectoral de prescription (n° 23/08 du 2 mai 2008) :
 - périmètre prescrit : bassin versant du Saint-Eloi (ou Tohon) et de ses affluents,
 - communes concernées : Ambon, Arzal, Berric, Billiers, Elven, Larré, La Vraie Croix, Le Guerno, Marzan, Muzillac, Noyal-Muzillac, Questembert, Sulniac, Tréffléan,
- études détaillées : aléas et enjeux (2ème semestre 2008),
- projet de PPRi (note de présentation, cartographie de l'aléa et cartographie des enjeux, cartographie réglementaire, règlement) (2009),
- enquête publique (du 11/01 au 12/02/2010),
- arrêté préfectoral d'approbation (14/06/2010).

4. documents de référence

⇒ au stade de la prescription du PPRi du bassin versant du Saint Eloi : carte de la zone inondable sans détail sur les hauteurs d'eau,

⇒ après étude, concertation et approbation du PPRi du bassin versant du Saint-Eloi : note de présentation, carte des aléas et des enjeux, carte réglementaire et règlement.

Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010
Zonage réglementaire
Tableau d'assemblage
Commune d'Ambon



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances
Source Cadastre DGI - 2008
BD Cartho
CETE de l' OUEST
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010
Zonage réglementaire - planche 1/ 3
Echelle 1/10.000





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances
Source Cadastre DGI - 2008
BD Cartho
CETE de l' OUEST
Juillet 2010

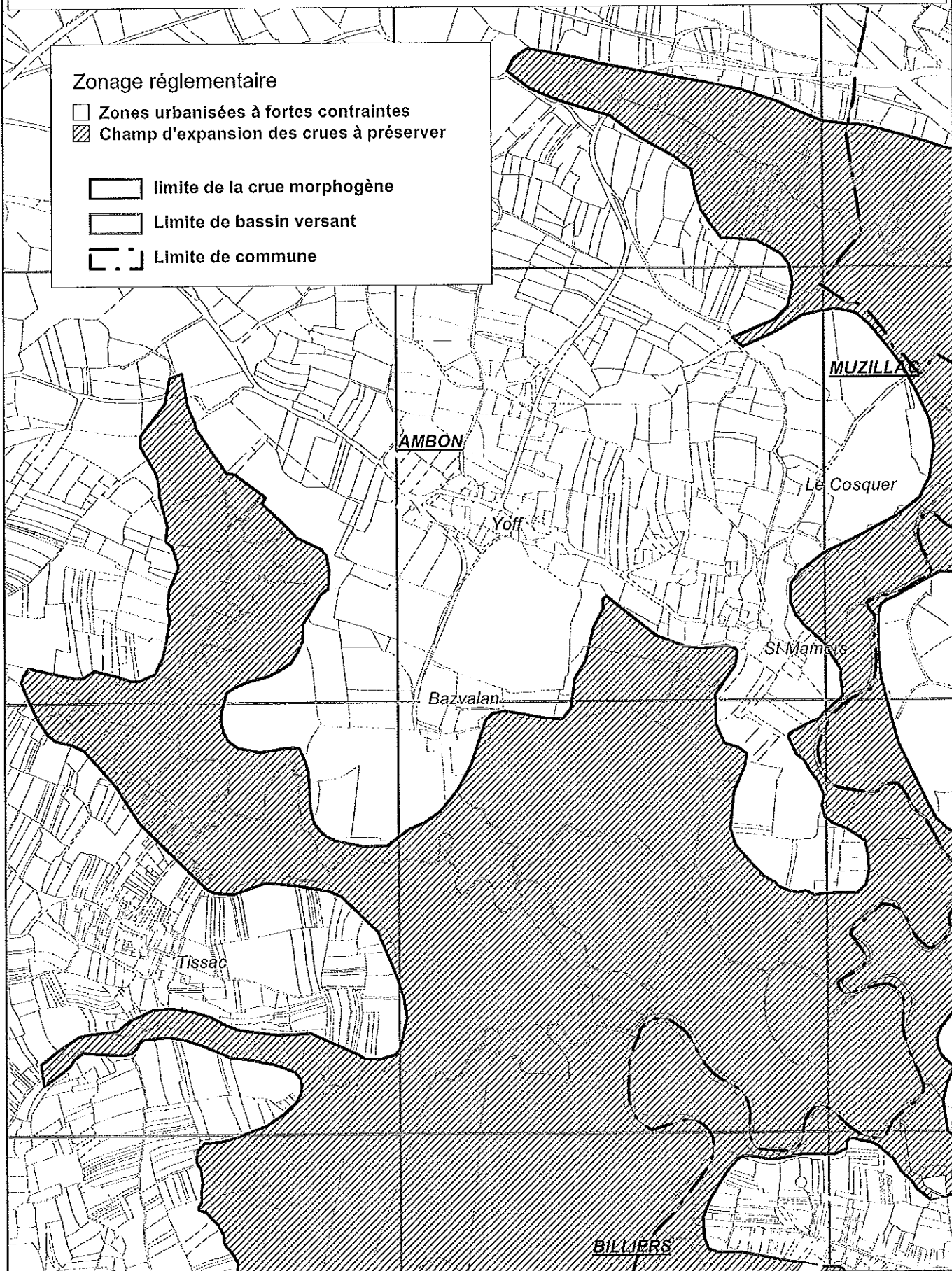
Zonage réglementaire

- Zones urbanisées à fortes contraintes
- Champ d'expansion des crues à préserver

 limite de la crue morphogène

 Limite de bassin versant

 Limite de commune



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010
Zonage réglementaire - planche 2/ 3
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances
Source Cadastre DGI - 2008
BD Cartho
CETE de l' OUEST
Juillet 2010

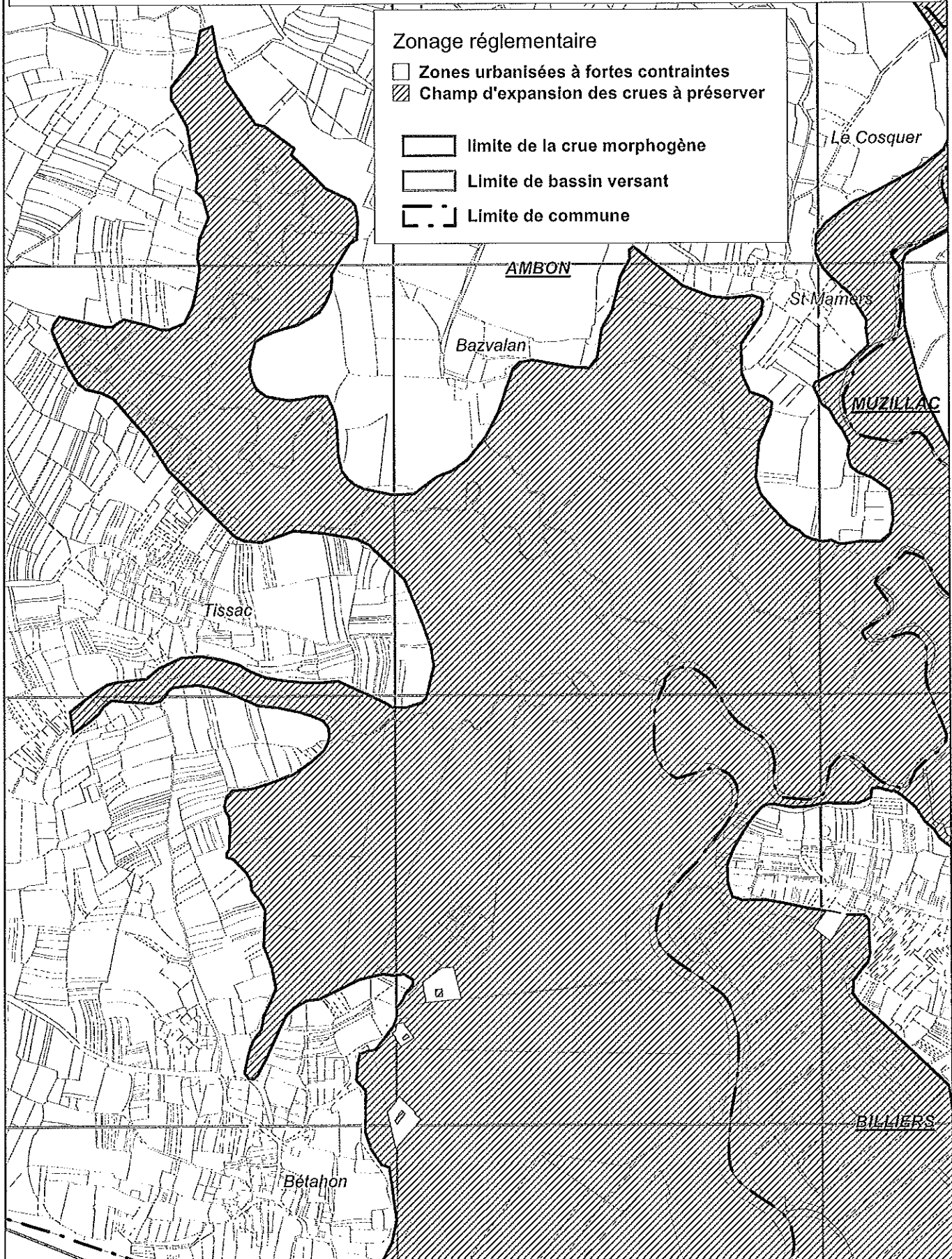
Zonage réglementaire

- Zones urbanisées à fortes contraintes
- ▨ Champ d'expansion des crues à préserver

— limite de la crue morphogène

— Limite de bassin versant

- - - Limite de commune



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010
Zonage réglementaire - planche 3/ 3
Commune d'Ambon
Echelle 1/10.000



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances
Source Cadastre DGI - 2008
BD Cartho
CETE de l' OUEST
Juillet 2010

